



## Voter, pour quoi faire ?

Par [Bruno Guigue](#)

Mondialisation.ca, 11 mars 2017

Région : [L'Europe](#)

Analyses: [Élections en Europe](#)

Voter le 23 avril, pour quoi faire ? Si les élections servaient vraiment à quelque chose, disait Coluche, il y a longtemps qu'on les aurait interdites. Avant d'aborder les enjeux du futur scrutin, il faut sans doute en passer par cette cure de réalisme. Car, on le sait d'expérience, il n'y a pas grand-chose à espérer des élections, elles ont rarement changé le cours des événements, et elles se résument souvent à un rituel où le peuple s'imagine qu'il a le choix. Cette illusion de la démocratie formelle est entretenue par ceux qui en tirent bénéfice, le simulacre électoral ayant pour principal effet de nous faire prendre des vessies pour des lanternes.

A la limite, le processus électoral pourrait passer pour un acte de souveraineté si les dés du jeu politique n'étaient pas pipés. Il exprimerait la volonté du peuple si cette volonté pouvait se formuler, librement, au terme d'une délibération collective digne de ce nom. On peut toujours rêver qu'il en soit ainsi, mais ce n'est pas le cas. Les médias de masse sont les larbins du capital, le débat démocratique s'apparente aux jeux du cirque et la confrontation des idées est dénaturée par les intrigues politiciennes. Dans ces conditions, la question se pose : faut-il céder, une fois de plus, le 23 avril, au fétichisme du bulletin de vote ?

On dira aussi, à juste titre, que c'est le mouvement populaire, et non le scrutin électoral, qui a arraché les principales avancées collectives qui ont fait de la France un pays doté d'un indice de développement humain élevé. C'est vrai. Sans les grèves massives et les occupations d'usines de 1936 et 1968, la condition des couches populaires serait pire. Sans la démonstration de force de la classe ouvrière organisée, dans ce grand moment fondateur que fut la Libération, nous n'aurions ni sécurité sociale, ni services publics, ni droits des travailleurs.

Or sa puissante volonté de changement, dans ces circonstances historiques, le peuple l'a également manifestée dans les urnes. Avec un PCF à 28%, en 1945, le rapport de forces était favorable. Le patronat collabo rasait les murs, la droite était aux abois, Maurice Thorez était vice-président du conseil et l'ouvrier Ambroise Croizat, ministre communiste, créa la "Sécu". Présidé par de Gaulle, ce fut le meilleur gouvernement que la France aie connu. Il accomplit les réformes de structure dont le pays avait besoin, ces mêmes réformes qui subissent les assauts des forces réactionnaires depuis un quart de siècle.

En accompagnant le mouvement des masses, il arrive donc que le vote lui donne une traduction politique. On peut toujours vanter les charmes du spontanéisme (il a sa noblesse), on peut dénoncer la mascarade électorale, mais s'abstenir au moment crucial revient à laisser l'adversaire dicter ses conditions. Voter ou ne pas voter, au fond, c'est surtout une affaire de circonstances, de conjoncture politique. La question n'est donc pas : faut-il s'abstenir aux élections ? Elle est plutôt : en s'abstenant le 23 avril, obtiendra-t-on un résultat plus intéressant qu'en allant voter ?

Comme disait Yvon Gattaz, père et prédécesseur de l'actuel président du MEDEF dans les années 70, on ne fait pas la même politique économique et sociale avec un PC à 10% et un PC à 25%. Si nous en doutons parfois, les détenteurs de capitaux, eux, le savent bien. Une élection n'est jamais qu'un moment d'un processus plus vaste, et même si l'essentiel se joue ailleurs, elle contribue à cristalliser un rapport de forces. En appliquant cette maxime patronale à la situation actuelle, on voit bien qu'un vote significatif en faveur de la « France insoumise » ferait peser la balance du bon côté. Car le programme de Jean-Luc Mélenchon, certes, n'a rien de révolutionnaire, sans mouvement social il est voué à l'échec, mais il ouvre des perspectives intéressantes.

A y regarder de près, c'est le seul programme qui entend consolider les défenses immunitaires de ceux qui vivent modestement de leur travail, qu'ils soient ouvriers, employés, artisans, paysans, fonctionnaires, chômeurs ou retraités. Ce n'est pas un programme communiste, loin de là, mais un projet keynésien de gauche, à contenu fortement redistributif, qui associe relance par la demande, investissement public et rétablissement des droits sociaux. Son financement au moyen d'une réforme fiscale audacieuse, à rebours des pratiques libérales, en fait un programme socialement progressiste.

Là où le bât blesse, c'est que ce projet n'est réalisable qu'en dehors de la zone euro, voire de l'UE, et que le candidat ne le dit pas clairement. Selon lui, le plan A consistera à renégocier le contenu des traités européens et on appliquera le plan B (sortie de l'UE) si cette négociation échoue. Or il faudrait parvenir à s'extraire du monde réel pour parier sur le succès d'une telle négociation. Elle supposerait en effet que 26 Etats, subitement, se mettent à satisfaire les demandes françaises. Cette fausse alternative est donc une erreur, car elle brouille le message du candidat et entretient le doute sur ses intentions.

Cette ambiguïté est d'autant plus regrettable que Jean-Luc Mélenchon se réclame à juste titre d'un « indépendantisme français » et préconise la rupture de la France avec l'OTAN. Contrairement à MM. Fillon, Macron et Hamon, il prend au sérieux l'héritage gaullien, il milite pour une diplomatie souveraine et stigmatise le suivisme d'un François Hollande qui a mis la France à la remorque des intérêts américains. En refusant de prôner explicitement le Frexit, la « France insoumise », par conséquent, manque de cohérence politique.

Sur ce plan, c'est François Asselineau qui a raison. On ne peut restaurer la souveraineté nationale - condition expresse de la souveraineté populaire - qu'en rompant les amarres avec l'OTAN et avec l'UE. Il faut sortir de l'OTAN, cette machine de guerre dont la raison d'être est de servir les ambitions impérialistes de Washington. Mais il faut aussi rompre avec l'UE, car la fonction de cette instance supranationale est de soustraire la politique économique à la délibération démocratique. Ni plan A, ni plan B. La seule réponse, c'est le Frexit. Et le seul moyen d'y parvenir, c'est le référendum.

Marine Le Pen, dira-t-on, veut aussi restaurer la souveraineté nationale. Mais son programme renoue avec l'ADN droitier du FN dès qu'il s'agit d'expliquer ce qu'on entend faire, une fois au pouvoir, de cette souveraineté rétablie. Son programme n'inclut ni redistribution des revenus, ni nationalisation des banques, ni contrôle des mouvements de capitaux, ni rien qui fâche de près ou de loin les possédants. Le rétablissement du franc ne manque pas de panache, mais ce changement restera purement cosmétique s'il ne s'accompagne de réformes de structure. Mme Le Pen n'en a prévu aucune. Pas plus qu'il ne conteste les hiérarchies sociales, le FN n'entend faire plier les puissances d'argent.

Comme l'expérience l'a montré, le FN prétend défendre les travailleurs, mais il les abandonne en chemin lorsque l'oligarchie s'attaque à leurs droits. Lors des grèves contre la Loi-Travail, Mme Le Pen réclamait l'intervention de la police contre les grévistes. Si elle est élue, le discours à tonalité sociale de Florian Philippot ne résistera pas deux mois. Il est stupide de qualifier ce projet de fasciste. En fait, c'est un projet banalement réactionnaire. On ne peut mener une politique progressiste qu'en sortant de l'UE, c'est vrai. Mais ce n'est pas parce qu'on veut sortir de l'UE qu'on va mener une politique progressiste !

Son discours monomaniacal contre l'immigration, bien sûr, offre au FN une rente de situation électorale. Comme s'il suffisait de mettre fin aux flux migratoires pour créer des emplois, le FN répète cette formule magique comme un mantra. Caresser dans le sens du poil l'islamophobie ou la xénophobie ambiante, toutefois, ne fait pas une politique. On se demande si ses électeurs croient vraiment aux fabuleuses économies que permettrait de réaliser la suppression de la prétendue facture migratoire, tant la ficelle est grosse. Pour séduire l'électorat populaire, en tout cas, le parti a besoin d'entretenir cette mythologie vieille comme le monde.

Du coup, non seulement il oppose les Français entre eux, mais il les berne en leur faisant croire qu'il y a un trésor de guerre, quelque part, dont il suffirait de se saisir. La stratégie du bouc-émissaire, chez Le Pen, est à double emploi. Elle fournit un dérivatif aux hantises et aux frustrations des victimes de la mondialisation. Mais, en même temps, elle masque les incohérences d'un projet qui entend redistribuer aux ouvriers sans toucher aux intérêts des possédants. La mono-causalité immigrée réconcilie tout le monde ! Véritable martingale, elle permettra d'augmenter les salaires tout en baissant les charges, et de financer de nouvelles dépenses régaliennes sans augmenter les impôts sur les riches.

Cette quadrature du cercle lepéniste, au fond, est la figure inversée du cercle carré des eurobéats (Macron, Fillon, Hamon) qui veulent perpétuer à tout prix la tutelle des marchés sur les Etats. Mme Le Pen veut la souveraineté sans la redistribution tout en prétendant le contraire, ce qui est à la fois incohérent et réactionnaire. M. Fillon, lui, ne veut ni la souveraineté ni la redistribution, ce qui est à la fois cohérent et réactionnaire. M. Hamon veut la redistribution mais pas la souveraineté, ce qui est absurde. M. Macron veut tout et son contraire, et d'ailleurs il se moque des programmes. M. Mélenchon veut la redistribution, mais il devra imposer la souveraineté (plan B) pour y parvenir. Car une chose est sûre : les marchés ne lui offriront pas l'opportunité de temporiser.

Bruno Guigue

La source originale de cet article est Mondialisation.ca  
Copyright © [Bruno Guigue](#), Mondialisation.ca, 2017

Articles Par : [Bruno Guigue](#)

A propos :

Ancien élève de l'Ecole normale supérieure et de

l'Ecole nationale d'administration, Bruno Guigue est un ex-haut fonctionnaire français. Chercheur en philosophie politique et analyste politique, il est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont « Aux origines du conflit israélo-arabe, L'invisible remords de l'Occident », « Faut-il brûler Lénine ? » et « Les Raisons de l'esclavage », publiés chez L'Harmattan. Chroniqueur de politique internationale, il a publié des centaines d'articles diffusés en huit langues par plusieurs dizaines de sites d'information indépendants.

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)